



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 15 SEP. 2025

mettant en demeure la société Adler Pelzer Group située à MARCKOLSHEIM,
de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation
relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations

AIOT 0006701518

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 10 juillet 2009 autorisant la société Adler Pelzer Group à exploiter ses installations à Marckolsheim ;
- VU le rapport du 12 août 2025 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 29 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite il est constaté qu'au mépris des dispositions des articles 2.3, « *L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence* » et 5.1.3 « *Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs)...* » de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé, des déchets de matières plastiques, de textile de bois (palettes) sont stockés hors de toute zone dédiée et que des débris se retrouvent dispersés dans la cour, bouchant même un avaloir d'eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite il est constaté qu'au mépris des dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 susvisé : « *Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques* », 9 récipients contenant un fond de liquide sont disposés sur le sol, sans rétention, dans des zones non protégées des intempéries à côté du local de stockage des déchets dangereux, d'autres récipients non vides sont posés à même le sol de ce local (huiles, récipients marqués « isocyanate »..), ce local n'étant pas aménagé en rétention ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société Adler Pelzer Group est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées au 16 rue Colbert à MARCKOLSHEIM (67390) de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de :

- L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-visé disposant que :
« L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. »
- L'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-visé disposant que :
« Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. »
- L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 sus-visé disposant que :
« Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Alder Pelzer Group par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Marckolsheim.

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO